

**CONFERENCE DES MINISTRES CONCERNANT LA MEUSE ET L'ESCAUT
DU 30 NOVEMBRE 2001 A LIEGE**

DECLARATION

Les Ministres ayant la gestion de l'eau du bassin versant de la Meuse et du bassin versant de l'Escaut dans leurs attributions, se sont réunis à Liège ce 30 novembre 2001 sous la présidence de Monsieur Michel Foret, Ministre wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement.

Ont participé à cette conférence:

Pour la République Française, Monsieur Bernard BAUDOT, représentant de Monsieur Yves COCHET, Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

Pour le Royaume des Pays-Bas, Madame drs. Monique DE VRIES, Secrétaire d'Etat des Transports, des Travaux publics et de la Gestion des Eaux

Pour la Région wallonne, Monsieur Michel FORET, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Pour la Région flamande, Monsieur Chris STEENWEGEN, représentant de Madame Vera DUA, Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture

Pour la Région de Bruxelles-Capitale, Monsieur Sébastien RODESCH, représentant de Monsieur Didier GOSUIN, Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature, de la Propreté publique et du Commerce extérieur

Pour le Royaume de Belgique, Madame Annemie VERMEYLEN, représentante de Madame Magda AELVOET, Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé Publique et de l'Environnement

Pour la République Fédérale d'Allemagne, Monsieur le Dr-Ing. E.h. Dietrich RUCHAY, représentant de Monsieur Jürgen TRITTIN, Ministre Fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire.

Pour le Grand Duché du Luxembourg, Monsieur Paul HANSEN, représentant de Monsieur Michel WOLTER, Ministre de l'Intérieur

En qualité d'observateurs: des représentants de la Commission européenne et d'organisations gouvernementales.

En qualité d'invités: des représentants d'organisations non gouvernementales

Les Ministres constatent avec satisfaction que la coopération au sein de la Commission Internationale pour la Protection la Meuse (CIPM) et de la Commission Internationale pour la Protection de l'Escaut (CIPE) a facilité les actions respectives des différentes Parties et a contribué à mettre en place des initiatives communes visant à l'amélioration de la Meuse et de l'Escaut.

La Directive européenne établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (2000/60/CE), qui est entrée en vigueur le 22 décembre 2000, donne de nouvelles impulsions importantes à la politique de l'eau et prévoit une coordination plus large. Cette directive vise, pour chaque district hydrographique, à mettre en oeuvre une gestion de l'eau coordonnée et intégrée, à améliorer la qualité de l'eau et des écosystèmes, et à renforcer la consultation du public.

Afin de respecter les obligations fixées par la Directive cadre, les Ministres décident de créer respectivement pour la Meuse et pour l'Escaut des districts hydrographiques internationaux au sens de l'article 3 de la Directive cadre sur l'eau. Les délimitations géographiques générales des eaux de surface de ces districts hydrographiques internationaux "Meuse" et "Escaut" sont fixées sur les cartes en annexe (doc Mconf/01-3 et 4).

Les Ministres approuvent les listes des eaux souterraines transfrontalières faisant partie du district hydrographique international "Meuse" et celles faisant partie du district hydrographique international "Escaut" (doc Mconf/01-5 et 6)

Les Ministres soulignent que les Etats-membres de l'UE sont eux-mêmes responsables de la mise en oeuvre de la Directive cadre sur l'eau, mais ils considèrent qu'une approche coordonnée du bassin versant répond à une nécessité tant pour la Meuse que pour l'Escaut.

La coordination multilatérale pour la mise en oeuvre de la Directive cadre sur l'Eau au niveau du district hydrographique international "Meuse" se déroulera au sein de la CIPM; celle pour la mise en oeuvre de la Directive cadre sur l'Eau au niveau du district hydrographique international "Escaut" se déroulera au sein de la CIPE. Les Ministres conviennent que, pour les sous-bassins transfrontaliers (eaux superficielles, souterraines et côtières transfrontalières), la coordination se déroulera dans un cadre régional approprié.

L'Allemagne et le Luxembourg qui ne sont pas encore Parties à la CIPM, participeront sur un pied d'égalité à la concertation et au processus décisionnel relatif à cette coordination.

Les Ministres de l'Allemagne et du Luxembourg déclarent que leurs pays ont l'intention d'adhérer à l'Accord concernant la protection de la Meuse et, en attendant l'adhésion formelle, prêteront le plus possible leur collaboration aux travaux de la CIPM.

Le Ministre du gouvernement fédéral de Belgique déclare que son pays a également l'intention d'adhérer à l'Accord concernant la Protection de la Meuse et à l'Accord concernant la Protection de l'Escaut, dans le cadre de ses compétences propres et conformément aux dispositions prévues à cet effet dans lesdits Accords. En attendant son adhésion formelle, le gouvernement fédéral prêtera le plus possible sa collaboration aux travaux de la CIPM et de la CIPE. Dans la perspective de la coordination relative à la mise en œuvre de la Directive cadre, l'Etat fédéral belge apportera sa contribution pour ce qui concerne entre autres ses compétences sur les eaux côtières sous juridiction belge.

Les Ministres décident de produire un seul plan de gestion de district hydrographique international pour la Meuse et un seul plan de gestion de district hydrographique international pour l'Escaut, et d'en assurer la coordination respectivement au sein de la CIPM et au sein de la CIPE. Ils prennent acte des grandes lignes de la structure de ces plans de gestion, telles que proposées par ces deux Commissions (doc Mconf/01-7).

Les Ministres se félicitent qu'un accord existe sur le contenu et la nature de la coordination (doc Mconf/01-8) ainsi que sur le plan de travail des actions de coordination à court terme relatif à la Directive cadre sur l'Eau (doc Mconf/01-9), tel qu'il a été établi par la CIPM et la CIPE.

La planification sera mise en œuvre, évaluée et adaptée au sein de la CIPM et de la CIPE en vue de respecter les échéances prévues par la Directive cadre.

Pour s'efforcer de mettre en place une gestion intégrée de l'eau, les Ministres des Parties contractantes à l'Accord concernant la Protection de la Meuse et à l'Accord concernant la Protection de l'Escaut, chargent la CIPM et la CIPE de mener en leur sein toute concertation multilatérale concernant les mesures à prendre pour contribuer à atténuer les effets des inondations et des sécheresses, y compris les mesures préventives. Le groupe de travail transnational «inondations Meuse» sera intégré à la CIPM à cet effet.

Ils approuvent le rapport d'évaluation intermédiaire du Programme d'Actions Meuse et le rapport d'évaluation intermédiaire du Programme d'Actions Escaut et chargent la CIPM et la CIPE de présenter en 2003 une proposition pour la seconde phase de leur Programme d'Actions tenant compte des implications de la Directive cadre sur l'Eau et des nouvelles missions qui leur sont confiées.

Les Ministres chargent la CIPM et la CIPE d'évaluer les dispositions à prendre pour l'accomplissement de ces tâches, tant au niveau de l'organisation que des ressources humaines et financières .

Ils chargent également la CIPM et la CIPE de proposer les modifications à apporter à l'Accord concernant la Protection de la Meuse et à celui concernant la Protection de l'Escaut en vertu des présentes décisions.

Fait à Liège, le 30 novembre 2001

Pour la République française,

Pour le Royaume des Pays-Bas,

Pour la Région wallonne,

Pour la Région flamande,

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Pour le Royaume de Belgique,

Pour la République fédérale d'Allemagne,

Pour le Grand-Duché du Luxembourg,

**MINISTERSCONFERENTIE BETREFFENDE DE MAAS EN DE SCHELDE
VAN 30 NOVEMBER 2001 TE LUIK**

VERKLARING

De voor het waterbeheer in het stroomgebied van de Maas en in het stroomgebied van de Schelde verantwoordelijke ministers zijn op 30 november 2001 onder voorzitterschap van de heer Michel Foret, minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Milieu van Wallonië, in Luik bijeengekomen.

Aan de conferentie hebben deelgenomen:

Voor de Franse Republiek, de heer Bernard BAUDOT, namens de heer Yves COCHET, Minister van Ruimtelijke Ordening en Milieu

Voor het Koninkrijk der Nederlanden, mevrouw drs. Monique DE VRIES, Staatssecretaris van Verkeer en Waterstaat

Voor het Waals Gewest, de heer Michel FORET, Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Milieu

Voor het Vlaams Gewest, de heer Chris STEENWEGEN, namens mevrouw Vera DUA, Minister van Leefmilieu en Landbouw

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de heer Sébastien RODESCH, namens de heer Didier GOSUIN, Minister van Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel

Voor het Koninkrijk België, mevrouw Annemie VERMEYLEN, namens mevrouw Magda AELVOET, Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu

Voor de Bondsrepubliek Duitsland, de heer Dr.-Ing. E.h. Dietrich RUCHAY, namens de heer Jürgen TRITTIN, Bondsminister van Milieu, Natuurbescherming en Nucleaire Veiligheid

Voor het Groothertogdom Luxemburg, de heer Paul HANSEN, namens de heer Michel WOLTER, Minister van Binnenlandse Zaken

Als waarnemers, vertegenwoordigers van de Europese Commissie en van gouvernementele organisaties

Als genodigden, vertegenwoordigers van niet-gouvernementele organisaties

De ministers stellen met genoegen vast dat de samenwerking in de schoot van de Internationale Commissie voor de Bescherming van de Maas (ICBM) en van de Internationale Commissie voor de Bescherming van de Schelde (ICBS) de respectieve acties van de verschillende Partijen heeft bevorderd en heeft bijgedragen tot het nemen van gemeenschappelijke initiatieven ter verbetering van de Maas en de Schelde.

De Europese Richtlijn tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid (2000/60/EG), die op 22 december 2000 in werking is getreden, geeft nieuwe krachtige impulsen aan het waterbeleid en voorziet een ruimere afstemming. Deze richtlijn heeft tot doel voor elk stroomgebiedsdistrict een gecoördineerd en geïntegreerd waterbeheer te voeren, de kwaliteit van het water en de ecosystemen te verbeteren en de raadpleging van het publiek te versterken.

Ten einde de door de Kaderrichtlijn voorziene verplichtingen na te komen besluiten de ministers internationale stroomgebiedsdistricten, in de zin van artikel 3 van de Kaderrichtlijn Water, in te stellen voor de Maas, respectievelijk voor de Schelde. De algemene geografische afbakening voor het oppervlaktewater van de internationale stroomgebiedsdistricten "Maas" en "Schelde" wordt daarbij vastgelegd zoals aangegeven op de hierbij gevoegde kaarten (doc. Mconf/01-3 en 4).

De ministers stemmen in met de lijsten van het tot het internationale stroomgebiedsdistrict "Maas" en van het tot het internationale stroomgebiedsdistrict "Schelde" behorende grensoverschrijdende grondwater (doc. Mconf/01-5 en 6).

De ministers benadrukken dat de EU-lidstaten zelf verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van de Kaderrichtlijn Water, maar zij beschouwen een gecoördineerde aanpak in het stroomgebied van de Maas en van de Schelde als noodzakelijk.

De multilaterale coördinatie voor de tenuitvoerlegging van de Kaderrichtlijn Water op het niveau van het internationale stroomgebiedsdistrict "Maas" zal plaatsvinden in de schoot van de ICBM; op het niveau van het internationale stroomgebiedsdistrict "Schelde" zal deze plaatsvinden in de schoot van de ICBS. De ministers spreken af dat ten aanzien van grensoverschrijdende deelstroomgebieden (grensoverschrijdend oppervlakte-, grond- en kustwater) de coördinatie plaats zal vinden in een passend regionaal kader.

Duitsland en Luxemburg, op dit moment nog geen Partij in de ICBM, nemen op gelijkberechtigde wijze deel aan het overleg en de besluitvorming over deze coördinatie.

De ministers van Duitsland en Luxemburg verklaren dat hun land het voornemen heeft toe te treden tot het Verdrag inzake de Bescherming van de Maas en, vooruitlopend op de formele toetreding, reeds zoveel mogelijk zijn medewerking zal geven aan de werkzaamheden van de ICBM.

De Minister van de Federale regering van België verklaart dat haar land eveneens het voornemen heeft tot het Verdrag inzake de Bescherming van de Maas en tot het Verdrag inzake de Bescherming van de Schelde toe te treden, in het kader van de eigen bevoegdheden en in overeenstemming met de hiertoe bestaande bepalingen in genoemde

Verdragen. In afwachting van haar formele toetreding zal de Federale regering zoveel mogelijk haar medewerking verlenen aan de werkzaamheden van de ICBM en de ICBS. In het perspectief van de coördinatie met betrekking tot de tenuitvoerlegging van de Kaderrichtlijn zal de Belgische Federale Staat zijn bijdrage leveren, onder andere voor wat betreft zijn bevoegdheden over de kustwateren onder Belgische rechtsmacht.

De ministers beslissen om één enkel internationaal stroomgebiedsbeheersplan voor de Maas en één enkel internationaal stroomgebiedsbeheersplan voor de Schelde op te stellen en er de coördinatie van te verzekeren in de schoot van de ICBM, respectievelijk van de ICBS. Zij nemen kennis van de grote lijnen van de structuur van deze beheersplannen, zoals door deze beide Commissies voorgesteld (doc. Mconf/01-7).

De ministers verheugen er zich over dat overeenstemming bestaat over de inhoud en de aard van de coördinatie (doc. Mconf/01-8) alsook over het werkplan voor de kortetermijncoördinatieacties met betrekking tot de Kaderrichtlijn Water (doc. Mconf/01-9), zoals opgesteld door de ICBM en de ICBS.

De planning zal in de schoot van de ICBM en de ICBS worden uitgewerkt, getoetst en aangepast met het oog op het voldoen aan de uitvoeringstermijnen van de Kaderrichtlijn.

Ten einde zich in te spannen om met passende maatregelen een integraal waterbeheer te verwezenlijken, dragen de ministers van de Verdragspartijen bij het Verdrag inzake de Bescherming van de Maas en bij het Verdrag inzake de Bescherming van de Schelde de ICBM en de ICBS op in haar schoot het multilateraal overleg te voeren met het oog op de noodzakelijke maatregelen, daarbij inbegrepen preventieve maatregelen, om bij te dragen aan het afzwakken van de effecten van overstromingen en perioden van droogte. De transnationale werkgroep «hoogwater Maas» zal met dat doel in de ICBM worden geïntegreerd.

Zij keuren het tussentijds evaluatierapport van het Maas Actieprogramma en van het Schelde Actieprogramma goed en dragen de ICBM en de ICBS op om in 2003 een voorstel te doen voor de tweede fase van hun Actieprogramma, dat rekening houdt met de implicaties van de Kaderrichtlijn Water en de nieuwe opdrachten die aan hen zijn toevertrouwd.

De ministers geven opdracht aan de ICBM en de ICBS om de noodzakelijke middelen te evalueren voor de uitvoering van deze taken, zowel wat organisatie betreft als voor de noodzakelijke personele en financiële middelen

Zij dragen eveneens de ICBM en de ICBS op aanpassingen van het Verdrag inzake de Bescherming van de Maas en het Verdrag inzake de Bescherming van de Schelde voor te stellen, ingevolge de huidige beslissingen.

Opgemaakt te Luik, op 30 november 2001

Voor de Franse Republiek,

Voor het Koninkrijk der Nederlanden,

Voor het Waals Gewest,

Voor het Vlaams Gewest,

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Voor het Koninkrijk België,

Voor de Bondsrepubliek Duitsland,

Voor het Groothertogdom Luxemburg,

MINISTERKONFERENZ ÜBER DIE MAAS UND DIE SCHELDE
VOM 30. NOVEMBER 2001 IN LÜTTICH

ERKLÄRUNG

Die für die Wasserwirtschaft im Einzugsgebiet der Maas und der Schelde zuständigen Minister tagten am 30. November 2001 in Lüttich unter Vorsitz von Herrn Michel Foret, Minister für Raumordnung, Städtebau und Umwelt von Wallonien.

An der Konferenz nahmen teil:

Für die Französische Republik, Herr Bernard BAUDOT, in Vertretung für Herrn Yves COCHET, Minister für Raumordnung und Umwelt

Für das Königreich der Niederlande, Frau Drs. Monique DE VRIES, Staatssekretärin für Verkehr, öffentliche Arbeiten und Wasserverwaltung

Für die Wallonische Region, Herr Michel FORET, Minister für Raumordnung, Städtebau und Umwelt

Für die Flämische Region, Herr Chris STEENWEGEN, in Vertretung für Frau Vera DUA, Ministerin für Umwelt und Landwirtschaft

Für die Region Brüssel Hauptstadt, Herr Sébastien RODESCH, in Vertretung für Herrn Didier GOSUIN, Minister für Umwelt und Wasserwirtschaft, Naturschutz, Öffentliche Ordnung und Außenhandel

Für das Königreich Belgien, Frau Annemie VERMEYLEN, in Vertretung für Frau Magda AELVOET, Ministerin für Verbraucherschutz, Volksgesundheit und Umwelt

Für die Bundesrepublik Deutschland, Herr Dr.-Ing. E.h. Dietrich RUCHAY, in Vertretung für Herrn Jürgen TRITTIN, Bundesminister für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit.

Für das Grossherzogtum Luxemburg, Herr Paul HANSEN, in Vertretung für Herrn Michel WOLTER, Innenminister

Als Beobachter Vertreter der Europäischen Kommission und von Regierungsorganisationen

Als Gäste Vertreter von Nicht-regierungsorganisationen.

Die Minister stellen mit Zufriedenheit fest, daß die Zusammenarbeit in den Internationalen Kommissionen zum Schutz der Maas und der Schelde (IKSM und IKSS) die Aktionen der verschiedenen Parteien gefördert und zu gemeinschaftlichen Initiativen zur Verbesserung der Maas und der Schelde beigetragen hat.

Die am 22. Dezember 2000 in Kraft getretene Europäische Richtlinie zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik (2000/60/EG) verleiht der Wasserwirtschaft neue kräftige Impulse und sieht eine breitere Abstimmung vor. Das Ziel dieser Richtlinie ist es, für jede Flußgebietseinheit eine koordinierte und integrierte Gewässerbewirtschaftung zu führen, die Gewässerqualität und die Qualität der Ökosysteme zu verbessern und die Konsultierung der Öffentlichkeit zu verstärken.

Zwecks Einhaltung der von der Wasserrahmenrichtlinie vorgesehenen Verpflichtungen beschließen die Minister internationale Flußgebietseinheiten im Sinne von Artikel 3 der Rahmenrichtlinie für die Maas bzw. die Schelde einzurichten. Die allgemeine geographische Abgrenzung des Oberflächenwassers dieser internationalen Flußgebietseinheiten "Maas" und "Schelde" wird dabei bestimmt, wie in den Karten (Dok. Mconf/01-3 und 4) aufgeführt.

Die Minister stimmen den Listen des zur internationalen Flußgebietseinheit "Maas" bzw. "Schelde" gehörenden grenzüberschreitenden Grundwassers zu (Dok. Mconf/01-5 und 6).

Die Minister heben hervor, daß die EU-Mitgliedsstaaten selbst für die Umsetzung der Wasserrahmenrichtlinie verantwortlich zeichnen; sie erachten jedoch einen koordinierten Ansatz in den Einzugsgebieten der Maas und der Schelde als erforderlich.

Die multilaterale Koordination für die Umsetzung der Wasserrahmenrichtlinie auf Ebene der internationalen Flußgebietseinheiten "Maas" und "Schelde" findet innerhalb der IKSM bzw. IKSS statt. Die Minister vereinbaren, daß angesichts der grenzüberschreitenden Teileinzugsgebiete (grenzüberschreitende(s) Oberflächengewässer, Grundwasser und Küstengewässer) die Koordination in einem angemessenen Regionalrahmen stattfinden muß.

Deutschland und Luxemburg, die derzeit noch nicht Partei der IKSM sind, nehmen auf gleichberechtigte Weise an den Beratungen und der Beschlußfassung über diese Koordination in der IKSM teil.

Die Minister von Deutschland und Luxemburg erklären, daß ihre Länder beabsichtigen, dem Übereinkommen bezüglich des Schutzes der Maas beizutreten und im Vorfeld des formellen Beitritts schon weitestgehend ihre Mitarbeit bei den Arbeiten der IKSM zuzusagen.

Die Ministerin der Föderalregierung Belgiens erklärt, daß ihr Land ebenfalls die Absicht hat, dem Übereinkommen bezüglich des Schutzes der Maas und dem Übereinkommen bezüglich des Schutzes der Schelde beizutreten, im Rahmen der eigenen Zuständigkeiten und gemäß den Bestimmungen, die dazu in diesen Übereinkommen vorgesehen sind. In Erwartung des formellen Beitritts bietet die Föderalregierung schon weitestgehende Mitarbeit bei den Arbeiten der IKSM und IKSS an. Aus der Perspektive der Koordination bezüglich der Umsetzung der Rahmenrichtlinie wird der Föderalstaat Belgien seinen Beitrag leisten u.a. bezüglich seiner Zuständigkeiten was die Küstengewässer unter belgischer Gerichtsbarkeit betrifft.

Die Minister beschließen, einen einzigen internationalen Bewirtschaftungsplan für das Einzugsgebiet "Maas" und einen einzigen internationalen Bewirtschaftungsplan für das Einzugsgebiet "Schelde" zu erstellen, wofür die Koordination innerhalb der IKSM und der IKSS stattfinden wird. Sie nehmen den großen Linien der Struktur dieser Bewirtschaftungspläne zur Kenntnis, wie sie von den beiden Kommissionen vorgeschlagen wurden (Dok. Mconf/01-7).

Die Minister stellen mit Zufriedenheit fest, daß Übereinstimmung über Inhalt und Art der Koordination (Dok. Mconf/01-8) sowie über den kurzfristigen Koordinationsplan bezüglich der Wasserrahmenrichtlinie (Dok. Mconf/01-9), wie sie von der IKSM und der IKSS erstellt wurden, besteht.

Die Planung wird innerhalb der IKSM und der IKSS ausgearbeitet, geprüft und angepasst im Hinblick auf die Einhaltung der von der Rahmenrichtlinie vorgesehenen Fristen.

Die Minister der Parteien bei den Übereinkommen bezüglich des Schutzes der Maas und der Schelde, beauftragen die IKSM und die IKSS zwecks Erreichung einer integralen Gewässerbewirtschaftung hinsichtlich der Maas und der Schelde, in ihrem Kreis die multilateralen Beratungen über die zu ergreifenden Maßnahmen, einschließlich Präventivmaßnahmen, die zur Minderung der Auswirkungen von Überschwemmungen und Dürren beitragen, zu führen. Die transnationale Arbeitsgruppe «Hochwasser Maas» wird mit diesem Ziel in die IKSM integriert.

Sie genehmigen die Zwischenberichte über die Ausführung der Aktionsprogramme "Maas" und "Schelde" und beauftragen die IKSM und die IKSS, 2003 einen Vorschlag für die zweite Phase des Aktionsprogrammes zu unterbreiten, die die Auswirkungen der Wasserrahmenrichtlinie und die neuen Aufgaben die der IKSM und der IKSS anvertraut wurden berücksichtigt.

Die Minister tragen der IKSM und der IKSS auf, die für die Umsetzung dieser Aufgaben erforderlichen Maßnahmen zu evaluieren, sowohl im Bereich der Organisation als im Bereich der Personal- und Finanzmittel.

Sie beauftragen die IKSM und die IKSS ebenfalls, Anpassungen des Übereinkommens bezüglich des Schutzes der Maas bzw. der Schelde den heutigen Beschlüssen entsprechend vorzuschlagen.

Geschehen zu Lüttich am 30. November 2001

Für die Französische Republik,

Für das Königreich der Niederlande,

Für die Wallonische Region,

Für die Flämische Region

Für die Region Brüssel Hauptstadt,

Für das Königreich Belgien,

Für die Bundesrepublik Deutschland,

Für das Grossherzogtum Luxemburg,